



SILENCE, ON TUE EN RDC!

Conférence de presse des Politiques belges d'origine congolaise pour dénoncer la guerre menée par le Rwanda à travers le mouvement terroriste M23

Jeudi 22 février

Press Club Brussels Europe

Rue Froissart 95 - 1040 Brussels

DÉCLARATION DES POLITIQUES BELGES D'ORIGINE CONGOLAISE

Nous, les élus et mandataires d'origine congolaise, réunis à Bruxelles, suivons attentivement l'évolution de la situation en République Démocratique du Congo et plus particulièrement dans sa partie Est;

Nous constatons avec beaucoup d'inquiétudes l'aggravation de la situation politique, humanitaire, sécuritaire et militaire à l'Est de la RDC ;

Nous craignons que la poursuite de l'escalade actuelle n'entraîne l'éclatement de la guerre entre le Rwanda et la RDC avec un risque aggravé de régionalisation ou africanisation de la guerre comme ce fût le cas en 1998 ;

En conséquence, nous faisons la déclaration suivante :

- attendu que le peuple congolais est un peuple pacifique et d'une hospitalité légendaire.
- que la RDC est bordée par neuf pays voisins dont les populations sont les bienvenues en RDC, y ont toujours vécu ou y vivent paisiblement dans le respect des lois et réglementations du pays.
- que de ces 9 pays, il n'y en a qu'un qui est lui-même confronté à des problèmes de démocratie, de cohabitation pacifique et harmonieuse de ses deux principales communautés.
- que la RDC compte à elle seule plus de 400 tribus et est à elle seule une mosaïque de tribus.
- qu'en RDC, chaque tribu prise isolément constitue une minorité.
- que la rhétorique et la guerre des ethnies sont inconnues en RDC.
- que conscient de cela, les tribus établies au Congo depuis sa fondation ont toujours vécu harmonieusement.
- que jamais dans la Culture des congolais une tribu ou un groupe ethnique donné n'a pris les armes contre la République en causant mort et désolation ;
- Considérant que tous les hommes sont égaux devant la loi, et que le droit à la vie est un droit sacré,
- Conscients de la situation humanitaire catastrophique que traverse l'Est de la RDC suite à la crise persistante ,
- Interpellés par les conditions de vie inhumaine à l'Est de la RDC, l'ampleur des atrocités commises par le M23 qui sont impliqués dans de graves violations des droits humains dans leurs bastions dont le viol des femmes, la destruction des cellules familiales, les travaux forcés, les massacres des populations civiles, bref, des actes constitutifs des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre;
- Constatant que les terroristes du M23 et leur soutien le Rwanda ont jeté des millions des congolais hors de leurs foyers soit près de 7 millions de déplacés internes selon les récents chiffres de l'OIM (Organisation Internationale pour les migrations)
- Soucieux de nous associer aux nombreuses initiatives de recherche de paix à l'Est de la RDC,
- Vu que tous les peuples aspirent au respect effectif des droits fondamentaux et libertés publiques tels qu'énoncés dans la déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948,

Nous condamnons fermement les actions néfastes des groupes armés actifs en RDC;

Nous condamnons fermement la guerre injuste faite à la RDC par le Rwanda à travers les terroristes M23,

Nous exigeons donc aujourd'hui solennellement que toutes les parties impliquées dans ce conflit armé s'engagent à respecter l'intégrité du territoire et l'intangibilité des frontières de la RDC.

En effet, l'intégrité du territoire et l'intangibilité des frontières de la RDC sont **NON NÉGOCIABLES**.

Nous dénonçons toute manipulation malencontreuse de la vérité au sujet des FDLR. Ainsi donc, nous recommandons la mise sur pied d'une équipe d'enquêteurs sous l'égide de l'ONU afin de faire toute la lumière sur la question des FDLR.

Nous disons Haut et Fort **NON** à l'importation sur le territoire congolais d'un conflit qui n'est pas congolais ;

Nous recommandons la tenue d'un dialogue interrwandais afin de ramener la paix et la réconciliation au Rwanda comme la RDC n'a jamais cessé de le faire avec la classe politique et les forces de la Nation ;

Nous reconnaissons à la RDC le droit de SE DÉFENDRE contre toute AGRESSION ÉTRANGÈRE DIRECTE ou INDIRECTE.

Nous invitons les Nations Unies, les Etats-Unis ainsi que l'Union européenne à peser de tout leur poids pour faire cesser les entreprises criminelles du Rwanda en RDC,

Nous dénonçons le partenariat que l'Union européenne a signé avec le Rwanda ce 17 février en vue de la création d'une chaîne de valeur.

En effet, sachant les intérêts économiques et le pillage des ressources que cache cette guerre d'agression les Etats-Unis et l'Union européenne doivent se garder d'encourager directement ou indirectement cette économie de la guerre ;

Nous notons non sans intérêt que les Etats-Unis ont enjoint au Rwanda de se retirer de la RDC et d'arrêter tout soutien aux terroristes du M23 et aux mouvements armés actifs dans la région.

Cependant nous appelons les Etats-Unis à être plus fermes envers le Rwanda et de prendre des mesures punitives et sanctions administratives, politiques, diplomatiques, économiques, financières et toute autre mesure devant obliger le Rwanda à retirer ses doigts du Congo.

Nous demandons l'exhumation et l'application des recommandations du rapport Mapping.

Nous demandons à la Belgique de condamner fermement le soutien du Rwanda aux terroristes du M23 et à prendre des sanctions politiques, diplomatiques, économiques et financières en cas de non cessation dudit soutien du Rwanda aux rebelles du M23.

Nous invitons enfin l'Union européenne et les Nations Unies à accroître et déployer l'aide d'urgence pour faire face à la crise humanitaire qui prévaut dans l'Est de la RDC.

Enfin, il est important de garder à l'esprit que des centaines des milliers des familles ont déserté leurs foyers pour errer dans les collines ou les camps des réfugiés qui eux-mêmes sont plus que saturés;

Il est donc plus qu'urgent de leur venir en aide en décidant immédiatement une aide humanitaire en faveur des victimes de la guerre que le Rwanda mène en RDC par le truchement de leur mouvement terroriste le M23.

Devant nos yeux et dans l'indifférence du monde entier un autre génocide se perpète en RDC avec déjà 10 millions de morts selon des sources concordantes.

Nous invitons donc les pays de la communauté internationale de reconnaître enfin qu'un génocide est en cours de perpétration en RDC depuis des années.

Nous ne pouvons clore cette déclaration sans exiger Haut et Fort la création d'un Tribunal Pénal International en vue de juger tous les seigneurs de guerre, de mettre fin à l'impunité et à réparer les préjudices causés par toutes ces atrocités.

Nous élus et mandataires d'origine congolaise disons également au Rwanda et à tous les Seigneurs des guerres et leurs soutiens respectifs : " Retirez vos mains du Congo."

Les députés :

Pierre Kompany , Nicole Bomele, Bertin Mampaka, Gladys Kazady

Les échevins:

Lydia Mutyebele Ngoie, Dr Liselele, Jacob kamuanga, **Dorah Ilunga**

Les conseillers communaux

Gisèle Mandaila, Mauricette Cinkungu, Alain Badibanga, **Jean-yves Bassambi**, Laurent Mutambay, Laetitia Kalimbiriro, Samy Kayembe, Sylvie Mbombo, Marie-Jeanne Peti Mpangi, Victor Kadima, Espoir Vuvu, Roger Ndjoli, Jean-Luc Muleo, Michel Kutendakana, Patricia Rodrigues, Patrick Issenghe, Grégoire Kabasele, Wivine Mangunza, Mie-Jeanne Nyanga Lumbala, Joëlle Mbeka, Monsempo Ntonga Mbami.

Les conseillers CPAS

Mie-Jeanne Nyanga Lumbala

Les présidents des jeunes

Jean kitenge, Néhémie Lusakumunu, Kevin Karena, Steffy Munday

Autres mandataires:

Albert Mukulumani, Dorcas Kayembe Stamili, Gisèle Mbayoko Abboud, Denise Kifaya.

